

GUINÉE ÉQUATORIALE

Des prisonniers meurent de faim

Index AI : AFR 24/006/2005

ÉFAI

Embargo : jeudi 14 avril 2005 (00 h 01 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Au moins 70 prisonniers incarcérés à la prison de Black Beach, à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale, risquent de mourir de faim très prochainement, selon Amnesty International.

Parmi les plus menacés figurent 11 ressortissants étrangers, condamnés au terme d'un procès inique en novembre 2004, et des dizaines de prisonniers politiques équato-guinéens, arrêtés courant 2004 et maintenus en détention sans inculpation ni jugement.

D'après des informations reçues par Amnesty International, au cours des six dernières semaines, les conditions de détention se sont considérablement détériorées. Les autorités n'assurent plus l'approvisionnement en nourriture de la prison et empêchent tout contact avec les familles, les avocats et les représentants consulaires.

De nombreux détenus de la prison de Black Beach se trouvent déjà dans un état d'extrême faiblesse, en raison des actes de torture et des mauvais traitements qui leur ont été infligés, ainsi que des affections chroniques pour lesquelles ils n'ont pas reçu les soins médicaux nécessaires.

« Cette absence quasi-totale de nourriture et de soins médicaux et ces conditions de détention effroyables témoignent de manière scandaleuse de l'incapacité des autorités de Guinée équatoriale à assumer les responsabilités les plus élémentaires qui leur incombent au titre du droit international. Si des mesures ne sont pas prises immédiatement, de nombreuses personnes incarcérées à la prison de Black Beach vont mourir », a déclaré Kolawole Olaniyan, directeur du Programme régional Afrique d'Amnesty International.

Selon certaines sources, les autorités ont réduit la ration alimentaire quotidienne des prisonniers : en décembre 2004, ils recevaient une tasse de riz, puis seulement un ou deux petits pains et, depuis la fin du mois de février 2005, la nourriture leur est amenée de manière sporadique.

Les détenus dépendent désormais de la nourriture que leur famille leur fait passer par l'intermédiaire des gardiens. Ce qui signifie que les 11 ressortissants étrangers et des dizaines de prisonniers politiques équato-guinéens interpellés sur le continent risquent tout particulièrement de mourir de faim, leur famille ne se trouvant pas à Malabo pour les aider.

Tous les prisonniers sont consignés dans leurs cellules vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les détenus étrangers ont de surcroît les poignets menottés et les pieds entravés en permanence.

Outre les six Arméniens et les cinq Sud-Africains déclarés coupables en novembre 2004, Amnesty International a également appris que quatre Nigériens sont incarcérés à la prison de Black Beach depuis plusieurs mois sans avoir été jugés ni même inculpés, et sans que leur ambassade n'en ait été informée.

Par ailleurs, deux anciens détenus de cette prison sont actuellement maintenus en détention au commissariat central de Malabo. Au terme d'un procès inique, ils ont été déclarés coupables d'avoir tenté de renverser le gouvernement en juin 2002. Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion et redoute fortement qu'ils ne soient soumis à des actes de torture.

L'organisation de défense des droits humains engage les autorités de Guinée équatoriale à fournir immédiatement de la nourriture aux détenus en quantité suffisante et de manière régulière, et à dispenser sans délai des soins médicaux à tous ceux qui en ont besoin. Elle les invite également à ne plus recourir aux menottes ni aux entraves, à mettre fin à toute détention au secret et à permettre à des organisations humanitaires internationales telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'entrer immédiatement en contact avec tous les prisonniers. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>